

Solaire: Le patronat attend plus de l'Etat

• Les opérateurs veulent un cadre fiscal incitatif pour lancer les filières

• Un écosystème en finalisation avec la Fenelec

• Un potentiel de 50.000 emplois à l'horizon 2020

LE privé appuie encore une fois sur la fibre sensible: la fiscalité. La mise en place d'une batterie de mécanismes de financement et de subventions est importante, «mais le secteur privé a besoin d'un cadre fiscal incitatif» pour libérer le potentiel d'investissement et d'innovation dans les cleantech.

Lancé par la patronne des patrons Mirem Bensalah, dès les premières interventions d'ouverture du forum Technologie climat, mercredi 17 décembre à Skhirat, le

message n'est pas passé inaperçu. Sur le sujet de la fiscalité, les ministères se renvoient la patate chaude: «Ce n'est pas de notre ressort», déclare Abdelkader Amara, ministre de l'Energie, de l'Eau et de l'Environnement. «Demandez à Monsieur Elalamy ce qu'il en pense», suggère Amara. «C'est certes un levier important, parmi bien d'autres. Le patronat est dans son rôle, mais ce n'est pas à nous d'en décider. Posez plutôt la question au ministre de l'Economie et des Finances», réplique, à son tour, Moulay Hafid Elalamy, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie numérique. En ces temps de politique d'efficacité budgétaire, pour ne pas dire de rigueur, le gouvernement n'est certainement plus dans une optique de largesses et faveurs fiscales, quelque stratégique que soit le secteur concerné. Mustapha Bakkoury, président du directoire du Morocco Agency for Solar Energy (Masen), agence pilotant l'opérationnalisation du programme national dans l'un des secteurs à fort potentiel d'intégration industrielle locale, n'est pas contre le principe des incitations. «A condi-

tion de démontrer la nécessité de mettre en place ces incitations, ainsi que les retours induits, qu'ils soient d'ordre fiscal ou autre». En d'autres termes, les filières locales, même naissantes, doivent d'abord

«Une incitation n'est qu'une amorce d'un processus industriel. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'elle s'inscrive dans le long terme», signale Bakkoury

prouver leur efficacité et leur capacité à innover. «De plus, une incitation n'est qu'une amorce d'un processus industriel. Il ne faut pas s'attendre qu'elle s'inscrive dans le plus ou moins long terme», tient à préciser le président du directoire de Masen. Pour le moment, la formule «des écosystèmes» est de mise. Le ministère devrait bientôt finaliser une convention avec la Fédération nationale de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables. Sur les 26 écosystèmes industriels à déployer dans le

cadre du Plan d'accélération industrielle (PAI), 10 sont programmés dans les secteurs de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables. Cela porte sur un potentiel de création de 50.000 emplois à l'horizon 2020. «Les outils sont en place et les moyens financiers mobilisés. Les cleantech peuvent désormais se déployer», soutient Moulay Hafid Elalamy. Le Fonds de développement industriel de 3 milliards de dirhams, dédié à l'industrie, est parmi ces mécanismes de soutien ouverts aux industries du secteur. Pour le cluster solaire, lancé officiellement en avril dernier et porté principalement par Masen, l'ONEE et l'Agence de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, plusieurs actions ont été identifiées et devraient être en déploiement dès janvier prochain. De l'avis de Mustapha Bakkoury, président du cluster, l'événement de Skhirat est une première concrétisation en termes de plateforme d'échange et de partage autour des défis et attentes du secteur. □

S. F.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

«Nous tablons sur plus de 30% d'intégration locale»

- L'Economiste: Quels sont les premiers acquis de ce cluster?

- **Mustapha Bakkoury:** La mobilisation est déjà un premier acquis. L'idée est de mobiliser tous les acteurs du solaire autour d'une même et unique vision. Ce sont des éléments du puzzle qui se mettent en place progressivement pour arriver à cet écosystème industriel que nous ambitionnons de mettre en place. Les bases de cette vision, c'est la mobilisation des acteurs, entre opérateurs privés, investisseurs, acteurs de recherche et institutionnels, et la création d'un cadre de collaboration fructueux. Nous parlons aujourd'hui de manière très concrète de pistes possibles de collaboration. Tous ces acteurs doivent davantage échanger et s'approprier la stratégie industrielle du secteur solaire.



Mustapha Bakkoury, président Masen

- Comment se décline l'intégration industrielle dans les contrats d'exécution des grands projets du secteur?

- C'est déjà le cas avec Noor I.

Concrètement, c'est la traduction d'une conviction et d'une réalité. La conviction est que nous avons un tissu industriel qui est aujourd'hui capable de contribuer à tout type de projet d'envergure. Dans la réalité, nous invitons les candidats à intégrer cette dimension en réservant aux entreprises nationales une partie de l'exécution des projets nationaux, sur une base de compétitivité. Nous sommes déjà à hauteur de 30% des cahiers des charges à l'industrie locale. Nous comptons monter à un pourcentage plus important pour les prochaines phases.

- Mais où en est le transfert de technologie?

- On parle de tout ce qui peut se faire ici de manière compétitive. Maintenant, c'est aux entreprises marocaines de travailler sur les aménagements pour augmenter cette contribution au-delà des 30% actuels. Il y a encore des axes sur lesquels nous ne sommes pas encore compétitifs dans la chaîne de valeur du secteur. Et c'est là où se situe réellement le débat. □

Propos recueillis par Safall FALL